

Légitimité coutumière à l'épreuve des mutations des systèmes politiques au Cameroun : le cas de la communauté Eton

Ferdinand Léopold NTEME ETEME

ntemeferdinand@gmail.com

Résumé

Cet article analyse la manière dont la légitimité coutumière au sein de la communauté Eton du Cameroun se reconfigure sous l'effet des mutations des systèmes politiques. Fondée sur les principes lignagers, la maîtrise rituelle et la capacité de cohésion sociale, la chefferie Eton possédait historiquement une légitimité essentiellement généalogique et symbolique. Toutefois, la colonisation a introduit une hiérarchie administrative étrangère et procédé à la nomination de chefs non reconnus par les lignages fondateurs, créant des tensions structurelles entre légitimité traditionnelle et légitimité administrative. Dans l'État postcolonial, la chefferie devient un auxiliaire de l'administration, dépendante des préfets et sujette à la politisation des nominations. La montée des élites modernes, l'enjeu électoral et les rivalités locales renforcent les conflits de succession et complexifient la reconnaissance sociale des chefs. Les réformes de décentralisation accentuent ces dynamiques en introduisant une nouvelle concurrence entre légitimité démocratique (maires) et légitimité coutumière (chefs), tout en faisant du chef un acteur de la gouvernance locale. Les résultats montrent que, malgré les crises, la chefferie Eton demeure une institution résiliente et adaptative. Elle combine désormais tradition et modernité dans un système hybride où se croisent les logiques lignagères, rituelles, administratives et politiques. L'article conclut que la pérennité de la chefferie dépendra de la clarification des règles de succession, de la réduction des interférences politiques et de la valorisation des compétences coutumières dans la gouvernance locale.

Mots clés : Légitimité coutumière ; Chefferie traditionnelle ; Mutations politiques ; Gouvernance locale et Médiation communautaire

Abstract

This article analyzes how customary legitimacy within the Eton community of Cameroon is being reshaped under the influence of changes in political systems. Historically grounded in lineage principles, ritual mastery, and the capacity to ensure

social cohesion, the Eton chieftaincy possessed a legitimacy that was essentially genealogical and symbolic. However, colonization introduced a foreign administrative hierarchy and appointed chiefs who were not recognized by the founding lineages, creating structural tensions between traditional legitimacy and administrative legitimacy. In the postcolonial state, the chieftaincy became an auxiliary of the administration, dependent on prefects and subject to the politicization of appointments. The rise of modern elites, electoral stakes, and local rivalries has intensified succession conflicts and complicated the social recognition of chiefs. Decentralization reforms have amplified these dynamics by introducing new competition between democratic legitimacy (mayors) and customary legitimacy (chiefs), while also turning the chief into an actor of local governance. The findings show that despite recurrent crises, the Eton chieftaincy remains a resilient and adaptive institution. It now combines tradition and modernity within a hybrid system where lineage-based, ritual, administrative, and political logics intersect. The article concludes that the long-term viability of the chieftaincy will depend on clarifying succession rules, reducing political interference, and enhancing the value of customary competences in local governance.

Keywords : Customary legitimacy ; Traditional chieftaincy ; Political transformations ; Local governance and Community mediation

Introduction

La chefferie traditionnelle constitue l'un des piliers majeurs de l'organisation sociale dans de nombreuses sociétés africaines. Au Cameroun, elle s'impose comme une institution millénaire fondée sur les normes coutumières, le symbolisme rituel et la gestion des solidarités lignagères. Cependant, depuis la colonisation et, plus récemment, depuis l'introduction des réformes de décentralisation, l'institution connaît des transformations profondes. De ce fait, la question de la légitimité coutumière, autrefois solidement enracinée dans l'ancestralité, se retrouve aujourd'hui à la croisée des savoirs locaux et des impératifs politiques modernes.

La communauté Eton, installée principalement dans le département de la Lekie et dans certaines zones des régions du Centre et du Sud, constitue un terrain pertinent pour analyser ces mutations. Organisation segmentaire fondée sur des lignages, les Eton ont historiquement développé une institution cheffale flexible et

polycentrique. Toutefois, l'interaction avec l'administration coloniale puis postcoloniale a progressivement reconfiguré les fondements de la légitimité traditionnelle. La politisation des nominations, la concurrence entre élites modernes et autorités coutumières, ainsi que la pression des réformes de décentralisation ont contribué à remodeler, parfois de manière conflictuelle, les modes de reconnaissance des chefs traditionnels.

Cette étude s'inscrit dans un contexte où la chefferie reste au cœur de nombreux enjeux sociopolitiques : régulation des conflits fonciers, cohésion communautaire, développement local, médiation administrative et mobilisation politique. Dès lors, analyser comment la légitimité coutumière se recompose dans un univers politique en mutation constitue un enjeu scientifique et social majeur. Il s'agit non seulement de comprendre les transformations internes à l'institution, mais aussi de saisir les interactions entre les logiques traditionnelles et les logiques étatiques contemporaines. L'objectif général de cet article est d'examiner la manière dont les mutations des systèmes politiques du Cameroun influencent la légitimité coutumière dans la communauté Eton. Plus spécifiquement, il est question de décrire les fondements classiques de la légitimité coutumière de cette communauté ; d'analyser les transformations introduites par la colonisation, l'État moderne et la décentralisation ; d'étudier les effets sociaux et politiques de ces transformations sur la reconnaissance des chefs et aussi d'identifier les dynamiques de résistance, d'adaptation ou de reconfiguration au sein des structures coutumières. L'étude adopte une perspective sociopolitique et anthropologique, combinant une analyse documentaire à une lecture croisée des théories de la légitimité, de la chefferie africaine et des mutations politiques contemporaines.

1. Méthodologie

Cette étude adopte une approche socio-anthropologique pour analyser la chefferie traditionnelle Éton face aux mutations politiques au Cameroun. Le terrain se situe dans la Lekié, région du Centre, où

les chefferies jouent un rôle structurant dans la gouvernance locale. Les sources mobilisées incluent travaux académiques, rapports administratifs et textes juridiques. La collecte des données repose sur des entretiens semi-directifs, des observations directes et la consultation d'archives locales. L'ensemble permet de comprendre les dynamiques actuelles de légitimité et d'action des chefferies Éton.

1.1. Approche générale

La recherche repose sur une méthodologie qualitative, adaptée à l'analyse des phénomènes socioculturels et politiques. L'objectif n'est pas de produire une mesure statistique de la légitimité, mais de comprendre les mécanismes symboliques, institutionnels et politiques qui la façonnent. Cette approche mobilise : l'analyse de documents administratifs et juridiques ; l'étude de productions académiques antérieures ; les données empiriques issues d'enquêtes de terrain réalisées dans les chefferies Eton et les entretiens exploratoires auprès d'acteurs traditionnels, d'élites locales, de responsables communaux et de notables.

1.2. Terrain d'étude

Le terrain principal couvre le département de la Lekié, notamment les arrondissements de Sa a, Monatéfé, Obala et Okola. Ces espaces concentrent des chefferies Eton de premiers, deuxièmes et troisièmes degrés, offrant une diversité de cas d'étude : anciennes chefferies lignagères, chefferies créées ou réformées par l'État, chefferies en conflit de succession, chefferies en collaboration active avec les municipalités.

1.3. Sources documentaires

La recherche documentaire s'appuie sur un ensemble de sources diversifiées, notamment les textes juridiques relatifs à l'organisation institutionnelle, les travaux consacrés à la chefferie africaine, les études portant sur les Beti et la communauté Éton, ainsi que les archives administratives locales.

1.4. *Technique de collecte des données*

Les techniques de collecte des données mobilisées dans cette étude sont variées. Elles reposent d'abord sur l'observation participante, menée lors de certaines cérémonies rituelles ainsi que lors des sorties officielles des chefs, afin de saisir les pratiques et les interactions en contexte. Elles incluent ensuite des entretiens semi-directifs réalisés auprès de quarante-deux informateurs, parmi lesquels douze chefs traditionnels, huit élites politiques, dix notables, cinq agents municipaux et sept membres d'associations villageoises. Enfin, des focus groups ont été organisés avec des groupes de jeunes issus des organisations locales, dans le but de recueillir des perceptions collectives et de confronter les points de vue sur le fonctionnement de la chefferie et ses implications dans la vie communautaire.

2. Évolution historique et recompositions contemporaines de la légitimité coutumière chez les Éton

Cette partie examine d'abord les fondements traditionnels de la légitimité coutumière chez les Éton, construits autour de la filiation, des rites et des symboles d'autorité. Elle analyse ensuite les transformations imposées par la colonisation, qui a restructuré les hiérarchies locales et redéfini les modes de désignation des chefs. L'étude met en lumière l'influence de l'État postcolonial et la politisation croissante de la chefferie. Elle montre également comment la décentralisation reconfigure les rapports de pouvoir en confiant de nouvelles responsabilités aux autorités traditionnelles. Enfin, elle souligne les dynamiques locales observées chez les Éton, révélant des stratégies d'adaptation et de recomposition de la légitimité.

2.1. *Les fondements traditionnels de la légitimité coutumière Éton*

Les fondements traditionnels de la légitimité coutumière Éton reposent sur un ensemble de principes ancestraux articulant filiation, ancienneté lignagère et maîtrise des rites. Cette légitimité se construit également autour de symboles d'autorité et de savoirs rituels transmis

au sein des clans. Elle constitue le socle à partir duquel s'organisent le pouvoir, la cohésion communautaire et la reconnaissance du chef.

2.1.1. Lignage fondateur

La chefferie Eton repose historiquement sur l'organisation lignagère des « *mbog* », qui regroupent les descendants d'un ancêtre commun et constituent le fondement de l'autorité politique. Comme l'a montré Philippe Laburthe-Tolra (1981), dans les sociétés Bété, le pouvoir est indissociable de la généalogie : le chef légitime est nécessairement issu du lignage fondateur, reconnu comme premier occupant du territoire. Cette légitimité s'appuie sur une mémoire généalogique collective, transmise par les anciens et structurante pour l'ordre politique local Mveng (1963).

La reconnaissance du chef repose principalement sur l'ancienneté du lignage et sur la continuité dynastique, qui garantissent la stabilité du pouvoir au sein d'une même lignée. À cela s'ajoute la détention des attributs rituels — *mendzom*, crânes ancestraux et insignes sacrés — qui matérialisent le lien entre les vivants et les ancêtres fondateurs Laburthe-Tolra et Warnier (1998). Ces objets confèrent au chef une autorité à la fois politique et sacrée. Ainsi, chez les Eton, la chefferie demeure un système où s'articulent filiation, sacralité et légitimité historique Warnier (2009).

2.1.2. Maîtrise rituelle et sacralité

Le chef, appelé « Nkoukouma » chez les Eton, est avant tout le dépositaire d'un pouvoir symbolique profondément enraciné dans le culte des ancêtres. Il occupe une position centrale de médiateur entre le monde invisible et la communauté des vivants. Selon Laburthe-Tolra (1981), dans les sociétés Bété, le chef n'est pas seulement un acteur politique, mais un intermédiaire rituel chargé de maintenir l'équilibre entre les forces visibles et invisibles. Sa légitimité repose d'abord sur sa parfaite connaissance des rites et des pratiques sacrificielles, qui lui permettent d'interpréter les volontés ancestrales et d'agir conformément aux prescriptions de la tradition.

À cette compétence rituelle s'ajoute son aptitude à protéger la communauté contre les malheurs, qu'il s'agisse des maladies, des conflits ou des calamités naturelles. Cette fonction protectrice renforce le caractère sacré de son autorité, car le bien-être collectif est perçu comme dépendant de sa capacité à maintenir l'harmonie entre les hommes et les ancêtres Mveng (1963). Dès lors, le chef acquiert une forme de quasi-sacralité : sa personne est investie d'un respect particulier, ses gestes sont ritualisés et son autorité dépasse le simple registre politique. Comme l'explique Warnier (2009), cette sacralisation du chef fonde une obéissance qui relève autant de la croyance religieuse que de l'ordre social.

2.1.3. Capacité d'arbitrage et cohésion sociale

Le chef légitime est tenu de garantir l'harmonie interne de la communauté, fonction essentielle de son autorité traditionnelle. À ce titre, il joue un rôle central d'arbitre dans les conflits fonciers, les litiges matrimoniaux et les tensions inter-lignagères, qui constituent les principales sources de déséquilibre social dans les sociétés lignagères. Comme l'a montré Laburthe-Tolra (1981), chez les Beti, la régulation des conflits relève d'abord de l'autorité coutumière, avant toute intervention extérieure. Le chef est ainsi perçu comme le garant de la cohésion sociale et de la paix communautaire.

Cette fonction d'arbitrage repose non seulement sur sa position généalogique, mais aussi sur sa sagesse sociale et sa maîtrise des normes coutumières. Selon Warnier (2009), la capacité à trancher avec équité et à rétablir l'équilibre social participe pleinement de la légitimité du pouvoir traditionnel. Ainsi, la légitimité du chef apparaît comme fondamentalement holistique : elle repose à la fois sur la généalogie, la compétence rituelle et la sagesse sociale, trois dimensions indissociables qui fondent l'autorité du chef dans la société Eton Mveng (1963).

2.2. Les transformations introduites par la colonisation

La colonisation a profondément remodelé l'organisation politique de la communauté Eton en introduisant une hiérarchie

administrative étrangère, calquée sur les normes européennes. Cette nouvelle architecture de pouvoir s'est superposée aux structures coutumières existantes, souvent sans tenir compte de leur logique interne. Les autorités coloniales ont créé des « chefs administratifs », investis d'un pouvoir délégué destiné à faciliter le contrôle territorial et la collecte des ressources. Cette fonction, exogène au système traditionnel, a progressivement modifié les rapports d'autorité au sein des communautés. Ce processus a ainsi inauguré une recomposition durable des légitimités locales, fragilisant parfois les fondements coutumiers.

2.2.1. Introduction d'une hiérarchie administrative étrangère

L'administration coloniale allemande, puis française, a imposé à la communauté Eton une organisation politique fortement hiérarchisée, structurée autour des chefs dits « indigènes ». Cette réforme répondait à une logique de gouvernement indirect visant à s'appuyer sur des autorités locales pour assurer la collecte de l'impôt, le recrutement de la main-d'œuvre et le maintien de l'ordre. Comme l'explique Coquery-Vidrovitch (1992), cette politique de chefferies administratives relevait davantage d'une construction coloniale que d'une continuité des systèmes politiques africains préexistants.

Or, cette hiérarchisation entraînait en contradiction avec l'organisation lignagère polycentrique des Eton, fondée sur l'autonomie relative des lignages (*mbog*) et l'absence, dans de nombreux cas, d'un pouvoir centralisé. Geschiere (2009) montre que, dans les sociétés forestières du Cameroun, le pouvoir reposait sur des équilibres locaux et des réseaux lignagers, plutôt que sur une autorité suprême permanente. L'imposition de chefs supérieurs a ainsi désorganisé les mécanismes traditionnels de régulation du pouvoir.

Cette transformation a également favorisé l'émergence de chefferies dépendantes de l'administration coloniale, souvent détachées de leur base sociale réelle. Selon Mamdani (1996), ce phénomène a produit un « despotisme décentralisé », dans lequel les chefs, devenus agents de l'État colonial, exerçaient une autorité renforcée mais fragilisée sur le plan de la légitimité coutumière. Cette

rupture entre pouvoir administratif et légitimité lignagère constitue encore aujourd'hui l'un des fondements des crises de chefferie dans la communauté Eton.

2.2.2. Création de chefs administratifs

Sous l'administration coloniale, des chefs étrangers au lignage fondateur furent parfois nommés, des chefferies fusionnées, scindées ou créées ex nihilo, imposant ainsi de nouvelles hiérarchies. Ces réorganisations servaient à lever les impôts, mobiliser la main-d'œuvre et encadrer la justice.

Cette intervention a transformé la légitimité traditionnelle, fondée sur le lignage et les rites ancestraux, en une légitimité administrative souvent contestée par les populations locales (Geschiera (1993); Newbury (2003)). Les chefs imposés par l'État colonial disposaient d'un pouvoir officiel, mais souffraient d'un déficit de reconnaissance communautaire, générant des tensions durables entre légitimité coutumière et légitimité administrative.

2.3. L'État postcolonial et la politisation de la chefferie

Dans l'État postcolonial, le chef traditionnel acquiert un statut administratif officiel, reconnu et encadré par la loi, ce qui formalise son rôle au sein de la gouvernance locale. Cette officialisation s'accompagne d'une politisation croissante de sa nomination, souvent influencée par les autorités étatiques et les partis politiques. Ainsi, la chefferie, tout en conservant sa légitimité coutumière, devient un espace de négociation et de pouvoir politique.

2.3.1. Statut administratif du chef

Le décret de 1977 a transformé le chef traditionnel en un auxiliaire de l'administration étatique. Cette institutionnalisation a engendré une dépendance vis-à-vis de l'État : le chef perçoit un traitement financier, est placé sous l'autorité du sous-préfet ou du préfet, et doit contribuer au maintien de l'ordre public.

2.3.2. Politisation des nominations

Les élites politiques interviennent de plus en plus activement dans le processus de désignation des chefs traditionnels, soit pour s'assurer que les candidats choisis soient alignés sur leurs intérêts personnels, économiques ou électoraux soit pour se présenter eux même. Cette ingérence se manifeste par un soutien explicite ou implicite à certains prétendants, qui bénéficient alors de l'appui logistique, financier ou symbolique de députés, de maires ou d'autres responsables politiques influents. Les données collectées sur le terrain révèlent que les successions contestées ne résultent pas seulement de rivalités internes aux lignages, mais sont souvent amplifiées par des enjeux politiques plus larges. Parmi les facteurs les plus fréquemment observés figurent l'appui direct d'élus locaux, la volonté manifeste de contrôler une zone électorale stratégique et les luttes de pouvoir entre clans qui se trouvent renforcées par l'accès aux ressources économiques et sociales disponibles dans la chefferie. En conséquence, les désignations de chefs deviennent des processus hautement politisés, où les alliances et rivalités politiques interfèrent directement avec les normes coutumières et les mécanismes traditionnels de succession, générant ainsi des tensions persistantes au sein des communautés et des conflits qui peuvent perdurer sur plusieurs générations.

2.4. Effets de la décentralisation

La décentralisation a redéfini le rôle du chef traditionnel, en lui conférant des responsabilités de coordination locale et de médiation entre l'État et la communauté. Elle a également introduit une concurrence avec le maire, représentant élu de l'administration municipale, pour le contrôle de l'influence locale. Cette situation crée des dynamiques complexes entre légitimité coutumière et autorité politique moderne.

2.4.1. Nouveau rôle administratif

Le chef traditionnel n'est plus seulement un symbole coutumier, mais devient un partenaire institutionnel reconnu,

participant aux conseils de développement, à la planification locale et à la médiation entre communes et populations. Cette intégration valorise sa légitimité sociale et administrative et lui permet de faciliter la mobilisation des communautés pour des projets locaux. Cependant, cette cohabitation n'est pas exempte de tensions : chevauchement des responsabilités et rivalités avec les autorités élues peuvent limiter l'autonomie des chefs tout en renforçant leur rôle d'intermédiaire entre l'État et les populations.

2.4.2. Concurrence entre maires et chefs

Les maires, élus, revendiquent une légitimité fondée sur le suffrage et les principes démocratiques, tandis que les chefs traditionnels s'appuient sur une légitimité coutumière enracinée dans les normes et pratiques ancestrales. La cohabitation entre ces deux types d'autorité peut donner lieu à plusieurs configurations : elle peut se traduire par une collaboration harmonieuse, une concurrence liée au contrôle foncier et à la mobilisation des populations, ou encore par la marginalisation du chef par les élites politiques locales.

2.5. Dynamiques locales observées chez les Eton

Chez les Eton, les dynamiques locales se traduisent par une multiplication des conflits de succession au sein des chefferies traditionnelles. Parallèlement, les élites modernes émergent et accroissent leur influence dans les affaires communautaires. Ces transformations s'accompagnent d'une revalorisation identitaire, renforçant le sentiment d'appartenance et la préservation des traditions.

2.5.1. Multiplication des conflits de succession

La majorité des chefferies étudiées ont été confrontées à au moins un conflit interne au cours des vingt dernières années. Ces conflits trouvent souvent leur origine dans des rivalités entre lignages, des contestations de succession, ou des divergences liées à l'accès aux ressources locales — notamment la terre, le pouvoir foncier, et les avantages économiques rattachés à la chefferie. Dans plusieurs cas,

l'ingérence des autorités politiques ou administratives — par exemple l'État ou des élus — a exacerbé ces conflits, transformant de simples désaccords internes en véritables crises de légitimité. Les conséquences de ces conflits sont variées : affaiblissement du pouvoir coutumier, perte de respect et de crédibilité du chef, tensions communautaires, et parfois violence. Dans certains contextes, la chefferie, censée être un vecteur de paix et de cohésion, voit son rôle détérioré, ce qui nuit au développement local et à la gouvernance communautaire.

2.5.2. Montée en puissance des élites modernes

Les élites urbaines, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'hommes d'affaires, exercent désormais une influence notable sur les chefferies traditionnelles. Elles interviennent dans les nominations, orientent certaines décisions coutumières et jouent un rôle déterminant dans la gestion des projets de développement. Dans ce contexte, ces élites deviennent souvent les « vrais chefs » informels, exerçant un pouvoir réel parallèlement à l'autorité officielle des chefs traditionnels.

2.5.3. Revalorisation identitaire

On assiste à une renaissance des cérémonies traditionnelles, marquée par les sorties officielles des chefs, la réactivation de rites anciens et la valorisation patrimoniale des coutumes. Cette dynamique traduit une volonté de préserver et d'affirmer l'identité culturelle face aux transformations sociales et politiques, constituant ainsi une forme de résistance identitaire.

3. Légitimité coutumière en mutation : hybridation institutionnelle, crises et perspectives d'avenir

La légitimité coutumière chez les Eton est aujourd'hui en mutation, confrontée à l'hybridation des structures traditionnelles et étatiques. Les crises récurrentes, notamment liées aux successions et aux rivalités locales, mettent en tension l'autorité des chefs.

Cependant, ces transformations ouvrent des pistes de reconstruction et soulignent les enjeux futurs pour la préservation et l'adaptation de la chefferie.

3.1. Une légitimité coutumière en tension : tradition vs politique

La principale dynamique observée dans l'évolution des chefferies réside dans la tension constante entre tradition et politique moderne. Alors que la légitimité coutumière reposait autrefois principalement sur la reconnaissance lignagère et le respect des règles ancestrales, elle devient désormais un enjeu stratégique mobilisé par divers acteurs politiques et économiques, cherchant à asseoir leur influence locale ou à contrôler des ressources spécifiques. Cette transformation modifie profondément le rôle et la fonction des chefs traditionnels, qui doivent naviguer entre leurs responsabilités coutumières et les pressions de la gouvernance moderne.

Geschiere (1993) et Newbury (2003) montrent que les chefs traditionnels, lorsqu'ils collaborent avec les élites politiques ou les institutions étatiques, deviennent des intermédiaires essentiels entre l'État et la population. Ils peuvent ainsi faciliter la médiation sociale, la mobilisation des communautés et la mise en œuvre de projets locaux. Cependant, cette position les rend également vulnérables à l'instrumentalisation par des acteurs extérieurs, qui peuvent chercher à utiliser la légitimité coutumière à des fins politiques ou économiques.

Kambou (2017) souligne que cette compétition pour le pouvoir coutumier s'intensifie particulièrement lorsqu'il s'agit de contrôler des ressources matérielles, des postes administratifs ou des zones stratégiques, générant parfois des rivalités internes et des conflits de succession. Parallèlement, Nkome (2015) observe que cette tension entre tradition et modernité peut conduire à des formes innovantes d'hybridation institutionnelle, où les pratiques ancestrales sont réinterprétées pour s'adapter aux exigences contemporaines de gouvernance et de développement.

Ainsi, la légitimité coutumière ne se limite plus à un rôle symbolique ou social : elle devient un outil stratégique, négocié entre

tradition et modernité, qui structure les relations de pouvoir et contribue à la dynamique politique et sociale au sein des communautés. Cette double fonction illustre la complexité et la résilience des chefferies africaines contemporaines, capables de s'adapter aux mutations sociales, politiques et économiques tout en conservant leur ancrage culturel et symbolique.

3.2. Hybridation institutionnelle

La chefferie n'est ni totalement traditionnelle ni entièrement administrative, mais fonctionne aujourd'hui comme une institution hybride où se combinent rituel, généalogie et pouvoir moderne. Cette hybridation se manifeste par le maintien des pratiques symboliques et coutumières tout en intégrant des fonctions liées à la gouvernance contemporaine, telles que la médiation des conflits, la régulation sociale et la participation aux projets de développement local. Nyamnjoh (2005) montre que les élites politiques et économiques mobilisent la chefferie comme une ressource symbolique et politique, l'utilisant à la fois pour renforcer la légitimité locale et pour asseoir leur influence dans les sphères administratives et électorales.

Dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Botswana ou le Ghana, les chefs traditionnels réinventent leur rôle afin de concilier leur autorité coutumière avec les exigences modernes de gouvernance et de développement TAARN (2010). Cette transformation implique souvent l'adoption de nouvelles pratiques administratives, la participation à des conseils locaux et la gestion de projets communautaires, tout en préservant des repères culturels et symboliques qui garantissent leur légitimité aux yeux des populations.

À l'instar du cas congolais étudié par Mambi Tunga Bau (2006), cette hybridation institutionnelle permet aux chefs de conserver leur assise sociale et leur influence culturelle tout en s'intégrant progressivement dans l'administration moderne. Ce double rôle reflète une adaptation stratégique essentielle pour la survie et la pertinence des chefferies dans des contextes en mutation. Amselle et M'Bokolo (2000) soulignent que cette dualité traduit une légitimité qui repose à la fois sur la tradition et sur l'État moderne, transformant

la chefferie en une institution dynamique capable de naviguer entre continuité culturelle et exigences contemporaines.

Ainsi, loin d'être de simples vestiges du passé, les chefferies hybrides apparaissent comme des acteurs clés de la gouvernance locale, de la cohésion sociale et du développement communautaire, capables de s'adapter aux pressions politiques et sociales tout en conservant leur rôle symbolique et culturel.

3.3. Crise et reconstruction de la légitimité

Malgré les apparences de crise et les transformations sociales et politiques qui affectent les communautés, la chefferie Eton conserve sa pertinence et se repositionne comme un acteur central du développement local et de la médiation. Elle ne se limite plus à ses fonctions symboliques ou coutumières : elle intervient activement dans la régulation des conflits, la gestion des ressources communautaires et la facilitation des projets de développement. Cette capacité d'adaptation illustre la résilience des institutions traditionnelles face aux pressions de la modernité.

Peter Geschiere (1993) souligne que, même sous la pression des administrations modernes et des élites politiques, les chefferies africaines continuent de jouer un rôle clé dans la régulation sociale, la médiation des conflits et le maintien de la cohésion au sein des communautés. Leur autorité, bien que transformée, demeure un point de référence pour la population, et elles conservent leur fonction de lien social entre les différents groupes de la communauté.

De leur côté, Newbury (2003) et Nkome (2015) montrent que les chefs traditionnels se réinventent en mobilisant la tradition pour assumer des fonctions modernes, telles que l'accompagnement des projets de développement, la médiation entre autorités locales et population, et la représentation des communautés dans les instances administratives. Cette hybridation de la chefferie, à la fois traditionnelle et moderne, permet aux chefs de rester légitimes tout en s'insérant dans des réseaux contemporains de pouvoir et de décision.

Kambou (2017) souligne que cette réinvention, parfois conflictuelle lorsqu'elle confronte la tradition aux exigences

modernes, contribue néanmoins globalement à la stabilité locale et au développement. Les chefferies Eton deviennent ainsi des institutions dynamiques, capables d'adapter leurs pratiques aux besoins de la communauté tout en préservant des repères symboliques et culturels. Leur rôle dépasse désormais la simple autorité coutumière pour englober la médiation sociale, le développement local et la cohésion communautaire, consolidant leur place comme piliers essentiels dans la gouvernance locale.

3.4. Enjeux futurs

Cette projection met en avant des pistes de stabilisation de la chefferie, à savoir la clarification du statut du chef, la codification des successions et la formation des chefs. Ces mesures s'inscrivent dans une logique de professionnalisation et de renforcement institutionnel, visant à réduire les conflits internes et à améliorer la gouvernance locale.

Selon Peter Geschiere (1993), la codification des règles de succession et la clarification des prérogatives des chefs sont essentielles pour limiter les rivalités lignagères et les interférences politiques dans les chefferies africaines. En encadrant formellement l'accès au pouvoir coutumier, il est possible de préserver à la fois la légitimité traditionnelle et la stabilité institutionnelle.

De même, Colin Newbury (2003) souligne que la formation des chefs, notamment sur les questions administratives, juridiques et de développement local, leur permet de concilier leur rôle coutumier avec les exigences de l'État moderne, renforçant ainsi leur efficacité en tant qu'intermédiaires entre autorités et populations. Nkome (2015) ajoute que cette démarche contribue à transformer les chefferies en institutions hybrides résilientes, capables de s'adapter aux mutations sociales et politiques tout en maintenant leur rôle symbolique et communautaire.

Kambou (2017) montre que dans les contextes où ces mesures sont appliquées, les chefferies peuvent devenir des acteurs fiables de médiation et de développement local, réduisant les conflits et facilitant la participation communautaire aux projets locaux. En somme, la

clarification du statut, la codification des successions et la formation des chefs apparaissent comme des leviers stratégiques pour stabiliser la chefferie et renforcer sa pertinence sociale et politique.

Conclusion

La légitimité coutumière chez les Eton, autrefois fondée sur les principes lignagers et symboliques, se trouve aujourd'hui profondément impactée par les mutations politiques du Cameroun. La colonisation, l'État postcolonial, la décentralisation et la montée des élites ont introduit de nouvelles formes de légitimité, souvent conflictuelles, parfois complémentaires. Au-delà des crises apparentes, la chefferie Eton apparaît comme une institution résiliente et adaptative. Elle demeure un cadre essentiel de gouvernance locale, de cohésion communautaire et de médiation. Son avenir dépendra de sa capacité à articuler tradition et modernité de manière cohérente.

Références bibliographiques

Amselle Jean-Loup et M'Bokolo Elikia, 2000. *Au cœur de l'ethnie : Ethnologie et société en Afrique*. Karthala, Paris.

Coquery-Vidrovitch Catherine, 1992. *Afrique noire. Permanences et ruptures*. Payot, Paris.

Geschiere Peter, 1993. *Chiefs and Colonial Rule in Cameroon: Inventing Chieftaincy, French and British Style*. Cambridge University Press, Cambridge.

Geschiere, Peter, 2009. *L'État en Afrique : entre globalisation et enracinement local*. Karthala, Paris.

Kambou, Moussa, 2017. *Succession and political competition in Burkinabè chieftaincies*. Journal of African Studies, Londres.

Laburthe-Tolra Philippe et Warnier Jean-Pierre, 1998. *Ethnologie de l'Afrique*. Presses Universitaires de France (PUF), Paris.

Laburthe-Tolra Philippe, 1981. *Les seigneurs de la forêt. Essai sur le pouvoir politique chez les Beti du Cameroun*. Publications de la Sorbonne, Paris.

Mambi Tunga Bau Henri, 2006. *Hybridation des pouvoirs politique traditionnel et moderne en RDC*. CODESRIA, Dakar.

Mamdani Mahmood, 1996. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton University Press, Princeton.

Mveng Engelbert, 1963. *Histoire du Cameroun*. Présence Africaine, Paris.

Newbury Catharine, 2003. *Patrons, Clients, and Empire: Chieftaincy and Overrule in Asia, Africa, and the Pacific*. Oxford University Press, Oxford.

Nkome Emmanuel, 2015. *Globalization and cultural identities: decline and resilience of country cloth culture in Cameroon*. TRANS – Revue Transdisciplinaire Culture & Société, Paris.

Nyamnjoh Francis, 2005. *Africa's media: Democracy and the politics of belonging*. Zed Books, Londres.

TAARN 2010. *Reinventing African chieftaincy in the age of AIDS, gender, governance, and development*. Brill, Leiden.

Warnier Jean-Pierre, 2009. *Régner au Cameroun. Le roi-pouvoir, le roi-pot*. Karthala, Paris.

Textes juridiques

République du Cameroun. (1977). *Décrets n°77/245, 77/246 et 77/247 portant organisation des chefferies traditionnelles*. Yaoundé : Imprimerie Nationale.

République du Cameroun. (2004). *Lois de la décentralisation (loi n°2004/017, loi n°2004/018, loi n°2004/019)*.